

Septembre 2006

LA LETTRE

de la

coopération décentralisée



MOBILISATION des COLLECTIVITES pour le LIBAN

Le Liban est une nouvelle fois le théâtre d'un conflit violent face auquel les collectivités locales françaises et leurs élus ne veulent rester indifférents. Interpellées par la disproportion et la violence de l'attaque israélienne, les collectivités françaises et européennes s'inquiètent de la crise humanitaire que traverse le Liban et surtout des conséquences profondes que cette guerre aura sur l'avenir du pays, notamment en matière de reconstruction et de réorganisations. Dès le déclenchement du conflit, des collectivités françaises se sont mobilisées pour leurs

partenaires, en alertant les pouvoirs publics et l'opinion publique ou en envoyant sur place des produits de première nécessité. Aujourd'hui, cette mobilisation ne faiblit pas et les acteurs de la coopération décentralisée franco-libanaise affirment leur volonté de poursuivre sur le long terme et de façon concertée et constructive leur engagement au Liban.

Ainsi, la prochaine **réunion du groupe-pays Liban**, qui se tiendra à l'Hôtel de Ville de Lyon, **jeudi 7 septembre**, réunira avec des représentants

de la direction de CGLU plus d'une trentaine de collectivités françaises et européennes engagées au Liban ou sensibilisées à la cause libanaise pour définir de façon commune un programme de travail d'aide aux collectivités libanaises. En présence d'élus locaux libanais, dont le Maire de Tripoli les collectivités françaises s'attacheront à définir un programme opérationnel d'aide à la reconstruction des villes libanaises associant collectivités européennes et bailleurs de fonds. Première étape de ce programme, Cités Unies France, en collaboration avec le Comité des Maires libanais, présidé par M. Abdel Meneen Ariss, Maire de Beyrouth, officialisera l'ouverture d'un fonds de solidarité, abondé par les collectivités françaises, afin de concrétiser leur soutien à l'égard des collectivités libanaises. A l'issue de cette réunion, une conférence de presse présentera les axes et les modalités de travail de l'engagement des collectivités européennes au Liban.

L'objectif est de créer, sur l'égide de CGLU, un Réseau européen des collectivités pour le Liban avec pour

vocation d'aider les villes libanaises par les biais de leur Comité des Maires. Une mission politique de soutien et d'identification des besoins et d'ores et déjà prévue.

L'ampleur de cette mobilisation ne doit pas faire oublier l'autre foyer de tension du Proche Orient, à savoir la **Palestine**. L'opération « Pluie d'été », lancée par Israël sur la bande de Gaza le 25 juin dernier, a déjà fait plus de 200 morts et 700 blessés et plonge les collectivités palestiniennes dans une situation extrêmement préoccupante. Le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP) interpelle, dans un article du journal *Le Monde*, les pouvoirs publics européens sur la nécessité de débloquent des fonds d'urgence pour la bande de Gaza ouvre un fonds, à l'instar des collectivités françaises qui ouvrent un fonds de soutien aux collectivités européennes.

Bertrand GALLET, directeur de
Cités Unies France.

SOMMAIRE

Edito	p.1-2		
Afrique	p. 3	Brèves	p. 15-16
Méditerranée	p. 4-7	Agenda	p. 17
PECO	p. 8-11	Calendrier	p. 18
Asie	p. 12		
CGLU	p. 13-14		



CÔTE D'IVOIRE

Journée d'étude

Une journée d'étude Côte d'Ivoire se tiendra le samedi 30 septembre, à l'initiative de la plate-forme française pour la Côte d'Ivoire. Cette plate-forme regroupe une dizaine d'ONG françaises ayant des partenaires en Côte d'Ivoire, ainsi que Cités Unies France ; elle vise à poursuivre le soutien aux partenaires ivoiriens, à soutenir les initiatives de la société civile ivoirienne pour la paix et à les faire connaître.

Dans cet esprit, cette journée aura à cœur d'ouvrir un espace de débat neutre et serein pour des acteurs ivoiriens de la société civile impliqués à un titre ou un autre dans le processus électoral en cours. Elle visera également à rendre visible les actions menées par ces acteurs, afin de favoriser le déroulement pacifique et démocratique de ce processus électoral.

C'est ainsi que seront abordés, avec des représentants de la société civile ivoirienne (médias, universitaires, femmes, associations) les thèmes de la liberté d'expression dans la campagne électorale, ainsi que celui des nouveaux espaces de démocratie en Côte d'Ivoire.

Cette journée se tiendra au FIAP, 30 rue Cabanis 75014 Paris, Métro Glacière, le 30 septembre, de 14h à 17h. Pour plus d'informations, merci de contacter : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org ou Nathalie DUPONT, coordinatrice n.dupont@ccfd.asso.fr

Africités IV, Nairobi, Kenya 18-24 septembre 2006

Comme annoncé depuis plusieurs mois, le sommet Africités IV se tiendra à Nairobi, du 18 au 24 septembre. Les collectivités territoriales, associations nationales d'élus et institutions françaises, ainsi que Cités Unies France, se sont mobilisées pour cet événement.

Les collectivités françaises s'affirment comme des acteurs incontournables de la coopération euro-africaine. Leur participation à Africités souligne leur engagement à appuyer au mieux leurs partenaires africains dans la réalisation effective des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'échelle locale, par le biais de la coopération décentralisée.

Contact : Constance Koukoui, c.kouikoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; Pôle Afrique, poleafrique@cites-unies-france.org

Site web : www.africités.org

**LIBAN****Réunion du groupe-pays Liban**

Cités Unies France organise sur la présidence de Jean-Michel DECLIN, Maire adjoint de Lyon et Vice-président de la communauté urbaine du grand Lyon, une réunion extraordinaire du groupe-pays Liban, à l'hôtel de ville de Lyon, de 10h00 à 17h00. Cette réunion est élargie aux collectivités européennes afin de définir de façon commune la réponse des collectivités locales à la crise.

Contact :
Virginie ROUQUETTE
Pôle Méditerranée – Cités Unies France
Tel : 01 53 41 81 93
E-mail : v.rouquette@cites-unies-france.org

PALESTINE

RCDP

LE RÉSEAU DE COOPERATION DECENTRALISEE POUR LA PALESTINE

OUVERTURE D'UN FONDS DE SOLIDARITÉ ET D'AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE POUR LES COLLECTIVITES LOCALES PALESTINIENNES

Lors d'une réunion du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine qui a eu lieu le mercredi 26 juillet 2006, le RCDP et Cités Unies France, en coordination avec l'APLA, l'Association des pouvoirs locaux palestiniens, ont décidé de lancer un appel au don pour la création d'un fonds de solidarité et d'aide humanitaire d'urgence.

Ce fonds aura pour vocation de faire face à l'urgence absolue à laquelle les collectivités palestiniennes sont confrontées : enlèvement et traitement des déchets, traitement des eaux usées, achat de gazole, achat de nourriture pour les familles en difficulté, aide à la scolarité...Ils contribueront à assurer la continuité de certains services publics fondamentaux pour la population dans cette situation de crise.

L'argent sera versé et géré par le RCDP. Notre représentation permanente en Palestine sera chargée d'évaluer au quotidien les besoins des collectivités locales dans le cadre de domaines d'intervention préalablement retenus en partenariat avec l'APLA.

Nous attachons beaucoup d'attention aux conditions de transparence dans l'utilisation de l'argent. Des missions d'évaluation périodiques seront organisées par le RCDP et Cités Unies France, parallèlement au suivi permanent par notre antenne de Ramallah pour suivre l'acheminement des fonds et leur utilisation.

Le RCDP sollicite les collectivités pour l'attribution d'une aide d'urgence exceptionnelle, qui abondera ce fonds de solidarité et permettra aux collectivités locales palestiniennes de faire face aux besoins les plus immédiats et faire fonctionner les services publics de bases pour la population.

P.s : Pour les modalités de participation à ce projet ou pour tous renseignements complémentaires, nous vous remercions de bien vouloir contacter M. **Simoné GIOVETTI** (Tel : 01 53 41 81 87 – E-mail : med@cites-unies-france.org).

VOIRE ARTICLE Le Monde du 30/08/2006 : [Accédez à l'intégralité de cet article sur Lemonde.fr ; http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0,36-807765,0.html](http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0,36-807765,0.html)

Tribune parue dans le journal le Monde, daté du 31 août 2006, co-signé par Claude Nicolet, Hind Khoury, Véronique De Keyser, Bertrand Gallet et Georges Rovillard, pour l'opération "un bateau pour Gaza" et le lancement du fonds pour les collectivités locales palestiniennes.

AFGHANISTAN

Les collectivités locales françaises peuvent, si elles le souhaitent contribuer aux fouilles archéologiques

Présidente du Groupe-Pays : Nicole Kiil-Nielsen, Adjointe au Maire de la ville de Rennes

La délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA), dont les activités ont repris en octobre 2002, a pour principaux objectifs de développer la connaissance et la culture de l'Afghanistan par la mise en place et le soutien d'opérations archéologiques franco-afghanes. Ces opérations consistent en la création d'un inventaire des vestiges archéologiques et la poursuite des fouilles par des équipes d'archéologues

Plusieurs projets sont en cours. Les collectivités ont la possibilité de se rapprocher de la DAFA afin de parrainer l'une de ces opérations.

Contact :

Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA)

Shash Darak, Kaboul

Tel : + 93 (0) 799 30 70 44 - + 93 (0) 799 34 33 83

www.dafa.org.af

E-mail : info@dafa.org.af

Ou contacter Bertrand GALLET à Cités Unies France

Tel : 01 53 41 81 86

MAROC

RÉUNION DU GROUPE-PAYS

La prochaine réunion du groupe-pays Maroc se tiendra mardi 12 septembre prochain à l'hôtel de ville de Marseille, de 10h00 à 17h00. Présidée par M. Jacques Rocca Serra, Maire adjoint de Marseille, cette réunion fera le bilan du forum civil franco-marocain de janvier 2006, de faire un point sur l'évolution du FSP « PAD Maroc », et de présenter le programme concerté Maroc, dont la nouvelle version implique la participation des collectivités territoriales. La réunion sera également l'occasion de réfléchir à la mise en place d'un nouveau fonctionnement du groupe-pays Maroc, basé sur l'organisation de réunions thématiques. Enfin, les membres du groupe-pays Maroc définiront les modalités de leur participation au forum international des collectivités territoriales qui se tiendra à Casablanca en janvier 2007

BRÈVES MÉDITERRANÉENNES

Jeudi 24 Août, Béatrice Patrie est intervenue lors de la tenue de la réunion extraordinaire de l'Assemblée Parlementaire Euro –Méditerranée (APEM) à Bruxelles sur la situation au Liban.

Elle présente son intervention dans un entretien sur le site du PSE. Pour écouter l'entretien :

<http://www.socialistgroup.org/gpes/interview.do?lg=en&id=24645>>



POLOGNE

Présidente du groupe-pays : Mme Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

L'Europe locale au coeur du triangle de Weimar Les 14 et 15 septembre 2006, à Cracovie

Les premières assises de la coopération décentralisée franco-germano-polonaises auront lieu, les 14 et 15 septembre prochains à Cracovie.

Elles reviendront sur les relations nouées entre les collectivités des trois pays, et notamment sur les programmes européens de coopération interrégionale qui ont incité à dépasser la logique des partenariats bilatéraux. À partir de ce bilan, il s'agira de s'interroger sur les perspectives de la coopération tri- voire multilatérale dans une Europe en plein mouvement.

Pour participer à ces Assises, qui se veulent un lieu de partage des expériences visant à contribuer à une meilleure circulation de l'information, vous pouvez télécharger le bulletin d'inscription sur le site internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/BulletinKrakow.pdf>

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène MIGOT, h.migot@cites-unies-france.org

ROUMANIE

Présidente du Groupe Pays: Mme Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

Le prochain Sommet de la Francophonie se tiendra à Bucarest, du 26 au 28 septembre prochains. "C'est le plus grand événement de politique internationale que la Roumanie ait accueilli en cinquante ans", qui "va nous permettre de réaffirmer les liens traditionnels entre la Roumanie et la France dans les domaines culturel, scientifique, et académique", a déclaré le président roumain.

Sommet de l'OIF

La Roumanie, premier des 13 pays francophones d'Europe centrale et orientale à être admis dans l'organisation mondiale de la francophonie, accueillera le prochain sommet de l'OIF. Lors de la dernière rencontre entre Traian Basescu et Jacques Chirac, ce dernier a indiqué que le prochain sommet de l'OIF, qui aura lieu en septembre à Bucarest, aura pour thème la jeunesse. Au préalable, l'AIMF (Association Internationale des maires français) tiendra son Assemblée générale à Bucarest, les 25 et 26 septembre prochain.

Migration politique

En vertu de la Loi 249/2006 modifiant la Loi 393/2004 sur le Statut des élus locaux, les élus locaux roumains ont dû préciser leur appartenance politique, courant août. Désormais, toute tentative de passer d'un parti à l'autre conduirait à la perte du mandat obtenu aux élections. Selon les dernières évaluations, la plupart des élus locaux sont passés de l'opposition aux partis se trouvant au pouvoir.

Restructuration gouvernementale

Les représentants de la coalition gouvernementale ont convenu de réduire le nombre de secrétaires d'Etat de 82 à 52, a annoncé le ministre de la Culture, Adrian Iorgulescu, alors que le Premier ministre Călin Popescu Tăriceanu a précisé que la restructuration portera aussi sur la suppression de la Chancellerie du Premier ministre et la réduction de 50% du nombre d'Agences gouvernementales.

Sommet de la francophonie (source : www.sommet-francophonie.org)

REPUBLIQUE TCHEQUE

Présidente du Groupe Pays: Mme Marie-Françoise Müller, Vice-présidente du Conseil Régional de Bourgogne

Après deux mois et demi de crise politique, les différentes formations politiques de République Tchèque sont parvenues à un accord le 11 août dernier. Après les élections législatives de juin 2006, le parti démocrate civique (ODS, centre droit) et le parti social démocrate (CSSD) ont obtenu le même nombre de sièges au parlement. Le premier ministre, Jiri Paroubek, a été contraint de démissionner, avec l'élection du député social-démocrate, Miroslav Vlcek, à la présidence de la Chambre des députés.

C'est le chef du parti démocrate civique (ODS), Mirek Topolanek, qui le remplace. Il a désormais 30 jours pour former un nouveau gouvernement et obtenir le vote de confiance du Parlement.

SLOVAQUIE

Président du groupe pays : M. Bernard Verdier, Conseiller général Hautes-Pyrénées, maire de Castelnau-Magnoac

Les élections législatives du 17 juin dernier ont porté à la tête du pays un gouvernement « rouge-brun » de coalition (gauche-extrême droite).

Le nouveau Premier ministre, Robert Fico, chef du parti de gauche, Smer, qui remplace Mikulas Dzurinda, membre du parti chrétien-démocrate (SDKU, centre droit), souhaite revenir sur certaines réformes mises en œuvre précédemment, notamment en ce qui concerne la « flat tax », un impôt unique au taux de 19 % pour les entreprises, les services et les particuliers et le système de santé.

Le gouvernement Fico promettait « *une politique plus sociale* », mais commence à modérer son discours, dans le but de réduire les déficits publics (3 %), pour voir la candidature slovaque à la monnaie unique acceptée par la Commission européenne

HONGRIE

Elections municipales

La Hongrie se prépare pour ses élections municipales en automne. Au centre de ces élections, Budapest, dirigée par les libéraux depuis seize ans, reste un enjeu de taille pour les formations politiques du pays.

MONTENEGRO

Le président monténégrin, Filip Vujanovic, a annoncé, le mardi 12 juillet dernier, que les élections législatives générales seront organisées le 10 septembre prochain. Ce sera le premier scrutin dans le pays, depuis qu'il a officiellement proclamé son indépendance après un référendum en mai.

Environ 480.000 électeurs devraient être appelés aux urnes pour désigner 81 députés du Parlement et les conseillers de 13 municipalités sur 21

BREVES EUROPEENNES

LES DERNIERS APPELS A PROPOSITION

° *Appel à propositions - PHARE Cohésion économique et sociale en Roumanie*

Texte de l'appel :

<http://www.infoeuropa.ro/jsp/page.jsp?cid=197&lid=2&tid=25808>

Date limite des propositions : 29 septembre 2006

° *Appel à propositions - FED - Programme d'accompagnement sanitaire et de sécurité routière - Afrique Centrale*

Réf : europa/123847/L/ACT/RCE

Date limite des propositions : 10 octobre 2006

° *Appel à propositions - Soutien au développement du tourisme et aux PME en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre du programme CARDS*

Réf : EC/BIH/CFP/06/003

Date limite des propositions : 6 novembre 2006

° *Appel à propositions - Dialogue de la Société Civile en Turquie - La culture en action*

Texte de l'appel :

<http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d24/AOF68924.doc>

Date limite des propositions : 5 décembre 2006

LA NOUVELLE PERIODE DE PROGRAMMATION DE L'UNION EUROPEENNE 2007-2013

Le 4 juillet dernier, le Parlement européen a adopté le paquet législatif de la nouvelle politique de cohésion. Son budget s'élèvera en définitive à 308 milliards d'euros.

Le Conseil et le Parlement devraient adopter prochainement les orientations stratégiques communautaires relatives à la politique de cohésion.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/html/regions/europeest/index.html> (rubrique Actualités).

Lors de la conférence de Barcelone (1 et 2 juin 06), sur les actions urbaines de la future période de programmation, la Commission Européenne a annoncé qu'elle souhaitait voir renforcée la place des questions urbaines dans la future programmation. Ainsi, il semble que les villes auront un plus grand rôle à jouer dans la définition des futurs programmes opérationnels.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site suivant : <http://www.gencat.net/regionsandcities/Français/index.htm>

Les « OPEN DAYS – Semaine européenne des régions et des villes »

Ils se dérouleront du 9 au 12 octobre prochains à Bruxelles et dans soixante-dix autres villes d'Europe sur le thème : « Investir dans les régions et les villes d'Europe – Les partenaires publics et privés au service de la croissance et de l'emploi ».

Cent quatre-vingts séminaires et ateliers, un « Village des exposants » et un « Café des investisseurs » attendent cinq mille participants.

Les « Open days » sont organisés conjointement par la Direction générale de la politique régionale et le Comité des régions, en collaboration avec cent trente-cinq régions et villes de toute l'Europe.

Pour plus d'informations, consulter : www.opendays.europa.eu



CHINE

Un programme d'échanges de 800 jeunes entre la France et la Chine

Il a été lancé par les Premiers Ministres chinois et français, M. Wen Jiabao et M. Dominique de Villepin. Du 18 au 25 octobre prochain, 100 jeunes de la société civile se rendront en Chine et il en sera de même pour 100 jeunes scientifiques du 22 au 29 octobre 2006.

Par ailleurs, à la demande des autorités chinoises, un groupe de 20 jeunes responsables politiques sera également organisé à l'automne.

Pour plus d'informations, merci de consulter le document suivant :
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Brochure_170506.pdf

Pour toute demande d'information, vous pouvez envoyer un mail à :
400jeunes.DGCID@diplomatie.gouv.fr

Conférence internationale « Construire des villes harmonieuses et assurer le développement durable »

Dans le contexte des perspectives ouvertes lors des dernières Assises ayant eu lieu à Wuhan, fin 2005, la province du Shandong et le Ministère chinois des Affaires Etrangères organisent conjointement, les 23 et 24 septembre prochains, à Taian, une rencontre sur le thème du développement (économique, social...) des villes, sous-tendu par le développement durable.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène MIGOT, h.migot@cites-unies-france.org

VIETNAM

Changement au sein du gouvernement

Le Parti communiste a tenu en avril 2006 son Xème congrès national, dont le premier enjeu du congrès était la répartition des fonctions et le renouvellement des cadres.

Mi-juin, le Vietnam a amorcé son plus important changement de personnel politique depuis cinq ans, avec les démissions entérinées par l'Assemblée nationale du Premier ministre (Phan Van Khai), du président de l'Etat (Tran Duc Luong) et de celui de l'Assemblée (Nguyen Van An).

Les remplaçants des trois hommes, à la tête du pays depuis de nombreuses années, ont été officiellement investis la semaine suivante sur proposition du Parti communiste (PCV), qui conserve le contrôle absolu du pouvoir au Vietnam depuis 1975.

Le nouveau Premier ministre est Nguyen Tan Dung, 56 ans, vice-Premier ministre depuis 1991 et considéré de longue date comme le favori pour le poste.

La présidence a été confiée au patron réformateur du parti à Ho Chi Minh-Ville (sud), Nguyen Minh Triet, 63 ans.

CGLU : Forum Urbain mondial

Le 3^{ème} Forum Urbain mondial organisé par ONU-Habitat et le gouvernement Canadien s'est déroulé du 19 au 23 juin à Vancouver et a rassemblé 9689 participants, dont 5766 étaient des représentants d'organismes différentes et non gouvernementaux (centraux ou locaux). CGLU et la Fédération des Municipalités Canadiennes (FCM) ont organisé une série de réunions eu cours de la journée des Gouvernements Locaux, le mercredi 21 juin.

Le président Smangaliso Mkhathshwa a mené la délégation de CGLU à Vancouver. Dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture du forum, il a demandé aux gouvernements d'adopter les lignes directrices sur la décentralisation lors du prochain conseil d'Administration lors du prochain conseil d'Administration d'ONU Habitat qui se réunira en 2007. Gérald Tremblay, Maire de Montréal et Vice-président de CGLU et Wim Deetman, Maire de La Haye et Président de l'association des Municipalités des Pays Bas (VNG) ont présidé les deux sessions organisées par CLU lors de la journée des gouvernements Locaux.

CGLU participait au Comité Ministériel de pilotage, qui avait pour mandat de préparer le compte-rendu qui sera présenté au prochain conseil d'Administration d'ONU-Habitat. La version finale de ce texte reconnaît l'importance des Lignes directrices dur la Décentralisation et se prononce en faveur des politiques visant à renforcer les capacités des gouvernements locaux. Il préconise que les bailleurs de fonds puissent jouer un rôle catalyseur pour faciliter l'accès des villes aux financements. Ce compte-rendu reflète les intérêts des différents groupes qui ont pris part au Forum, où les autorités locales ne représentaient que 15% de la participation.

Le Forum a permis de consolider les partenariats entre CGLU et ONU Habitat. Lors de la session des Gouvernements Locaux, la directrice Exécutive d'ONU Habitat, Anna Tibaijuka, a reconnu explicitement que les autorités locales ne sont pas des ONG et qu'à ce titre, elles doivent bénéficier d'un statut particulier au sein des Nations Unies, rejoignant ainsi l'une des priorités politiques de CGLU.

Contact :

C.G.L.U.

Tel : +34 93 34 28 750 / Fax : +34 93 34 28 760

CGLU : réunion du groupe de travail sur la Culture

La réunion du Groupe de travail sur la Culture de CGLU se tiendra les 23 et 24 octobre 2006, à Barcelone. Constituée dans les réunions statutaires de CGLU à Pékin (juin 2005), le groupe de travail sur la Culture est le point de rencontre des villes et des gouvernements locaux qui placent la culture au cœur de leurs processus de développement. Le programme 2005-2007 du groupe de travail sur la Culture a pour but de promouvoir le rôle de la culture comme une dimension centrale des politiques locales, par la diffusion et l'implémentation de l'Agenda 21 de la culture. L'agenda 21 de la culture est le premier document avec vocation mondiale, qui parie pour établir les bases d'un compromis des villes et les gouvernements locaux pour le développement culturel.

Le groupe de travail est présidé par le Maire de Barcelone, avec les vice-présidences des villes de Buenos Aires et de Stockholm. Le groupe de Travail en Culture accueille de villes et des gouvernements locaux du monde entier.

Contact :

Groupe de travail sur la culture

Cités et gouvernements Locaux Unis

Email : agenda21cultura@bcn.cat

Tel : (+34)933 161 262

CGLU : Réunion du Conseil mondial

La réunion du Conseil mondial de Cités et gouvernements locaux unis se tiendra du 31 octobre au 1^{er} novembre 2006, à Marrakech, au Maroc, à l'invitation des autorités locales marocaines.

Outre les sessions dédiées aux questions statutaires, une partie importante du Conseil mondial sera ouverte à tous les membres et partenaires de CGLU, en particulier aux autorités locales marocaines non membres du Conseil Mondial.

Contact :

C.G.L.U.

Tel : +34 93 34 28 750 / Fax : +34 93 34 28 760

CGLU : questionnaire sur les pratiques de coopération décentralisée

La Commission Coopération Décentralisée de CGLU, présidée par M. Gérard Collomb, Maire de la Ville de Lyon, vient de mettre en ligne un questionnaire afin de recenser les pratiques de coopération décentralisée menées par les membres de CGLU. Répondre au questionnaire ne vous demandera que quelques minutes et permettra de construire progressivement une banque de données permettant de mieux connaître l'engagement des membres de notre réseau dans la coopération décentralisée.

Le questionnaire en français, anglais et espagnol peut être renseigné à l'adresse suivante :

Pour toute demande d'information complémentaire, vous pourrez contacter directement : jacques.petriment@mairie-lyon.fr



Un an, après le début de la campagne sur les OMD, la mobilisation se poursuit, au niveau national comme au niveau international. En France, les membres de la campagne « 2005 : plus d'excuses ! » souhaitent organiser tous les ans un séminaire à destination des pouvoirs publics et des médias sur le bilan de l'avancée des OMD et de leur financement. Cette année, ce séminaire, dont la date exacte entre fin novembre et début décembre sera connue dans les prochaines semaines, portera sur le thème de l'« Extrême pauvreté et emploi décent ».

Au plan international, la journée du 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère, créée à l'initiative d'ATD Quart Monde a été choisie comme journée de mobilisation autour des OMD.

ATD Quart Monde-France organisera un événement national le 17 Octobre, au Trocadéro, à Paris. Dans les régions, les collectivités territoriales et associations qui le souhaitent **sont invitées à se rapprocher des équipes locales d'ATD Quart Monde**, présentes dans 50 villes de France.

Pour une information sur la campagne ou pour obtenir la liste des groupes locaux d'ATD Quart Monde France : Pierre Olivier Bach, amcp-france@crid.asso.fr. ou contact à CUF : Astrid Frey a.frey@cites-unies-france.org. Site de la campagne : www.amcpfrance.org.

Cités et Gouvernements Locaux Unis ont de leur côté poursuivi leur mobilisation sur les OMD en lien avec la Campagne pour le Millénaire des Nations Unies. Un studio d'enregistrement mobile (Voice box) peut être demandé par les collectivités qui le souhaitent (Cités Unies France se renseigne actuellement sur les modalités précises) ; de même, un fascicule « 8 manières de changer le monde », disponible en anglais, a été élaboré, mettant en avant 8 manières, pour une collectivité du Nord ou du Sud d'œuvrer pour les OMD.

Les collectivités présentes à l'Université d'été du CRID

Pour sa troisième édition, l'Université d'été du CRID (Centre de recherche et d'informations pour le développement) a réuni plus de 800 personnes, à Lille. Une première : en coopération avec Via le Monde, IPAM et Cités Unies France, un atelier réservé aux élus s'est tenu pour la première fois autour du thème suivant : « **Du local au mondial: quelle alliance stratégique entre pouvoirs locaux et société civile en matière de solidarité internationale ?** ». Cet atelier visait à mettre en lumière des exemples de coopérations entre associations et collectivités locales, par exemple, localement, lors de campagne d'opinions autour des objectifs du millénaire. Des exemples de collectivités engagées dans démarches citoyennes particulières ont également été exposés, par exemple : pourquoi une collectivité se place-t-elle hors AGCS (Accords général pour le commerce des Services) : comment explique-t-elle sa démarche à la population et comment la construit-elle avec la population ? Enfin, la dimension internationale de collectivités, à travers des réseaux tels que CGLU a été mis en lumière.

Cette première occasion de rencontres entre collectivités territoriales dans une université d'été du CRID a démontré son utilité. Des chantiers communs, entre collectivités et ONG, devraient en découler.

Publication du MAE sur les actions françaises en matière de genre (égalité entre hommes et femmes)/Appel à contributions

La démarche de « genre » (prise en compte de la situation des rapports sociaux entre hommes et femmes pour mieux définir les stratégies et les projets en vue de l'atteinte de l'égalité des genres) est un élément de la réussite des actions de coopération et de solidarité internationale.

Le ministère des Affaires étrangères élabore une brochure sur **les actions de la France en matière de « genre et développement »** pour présenter les concepts et les applications de l'approche genre, les enjeux internationaux et les initiatives menées par des acteurs français : pouvoirs publics, ONG, collectivités territoriales, institutions de recherche... L'association **Adéquations** est chargée d'une mission pour élaborer cette brochure, qui doit paraître en novembre 2006.

Afin que vos actions dans le domaine du genre et de l'égalité hommes femmes en lien avec la coopération internationale puissent figurer dans ce document, nous proposons aux collectivités intéressées de renvoyer (avant le 16 septembre) une fiche (environ 1500 signes) à ynicolas@adequations.org. Plan indicatif :

- quelques lignes de présentation de vos actions de coopération internationale : objectif, champ d'action, pays concernés...
- un paragraphe sur votre action en matière de genre et d'égalité H/F : stratégie globale, existence d'un groupe de travail, projets ; le cas échéant une application concrète du genre dans un projet précis
- vos coordonnées (site web, contact du/de la responsable genre...)

Contact : Yveline Nicolas ; 06 68 88 42 05 ; ynicolas@adequations.org
Contact à CUF : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org



Novembre-Décembre 2006

Novembre 2006

- 11 au 19 novembre°: semaine de la solidarité internationale°; rencontres dans plusieurs régions (Basse-Normandie, Picardie, Centre, ...)
- 22 et 23 novembre°: colloque «°La coopération décentralisée, change-t-elle de sens°?» à la Sorbonne

Décembre 2006

- 6 décembre°: Assemblée générale de Cités Unies France

*Pour plus d'informations, merci de
prendre contact
avec les chargés de mission de Cités Unies
France.*



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- ∇ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ∇ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ∇ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ∇ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ∇ Dossier pays SLOVAQUIE (*à paraître*)
- ∇ Dossier pays CHINE (2004)
- ∇ Dossier pays MAROC
- ∇ Dossier pays TUNISIE
- ∇ Dossier pays BRÉSIL

Collection « groupe - pays » : 40 euros

(Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- ∇ Dossier pays VIETNAM (2005)
- ∇ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ∇ Dossier pays JAPON (*à paraître*)
- ∇ Dossier pays CROATIE (2006)

Collection « Réflexions » : 15 euros

- ∇ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- ∇ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- ∇ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- ∇ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ∇ L'impact local de la coopération décentralisée sur les Territoires, 2006

Ouvrages hors collection

- ∇ Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- ∇ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- ∇ franco-tchèques
- ∇ franco-hongrois
- ∇ franco-algériens
- ∇ franco-marocains
- ∇ franco-américains
- ∇ franco-mauritaniens
- ∇ France - Amérique Latine et Caraïbes
- ∇ franco-roumains
- ∇ franco-chinois
- ∇ franco-palestiniens
- ∇ franco-tunisiens
- ∇ franco-bénois

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
.....
.....
CP : Ville :
Tél./Fax :
Email :

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

L'envoi (en France) est compris dans le prix

Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet